

« Mon père m'a appris à ne jamais renoncer »

Kris Peeters,
vice-Premier
du gouvernement
Michel, est
meconnu
des francophones.
Il nous parle ex-
ceptionnellement
de lui, se veut
modeste mais se
dit politiquement
blessé.

Kris Peeters ne revient pas de vacances, pour la bonne raison qu'il n'est pas vraiment parti. Il est en « régime été », venant tous les jours à son cabinet de 10 à 16h. « Une semaine pour décrocher, cela ne me convient pas. On organisera des vacances en novembre avec ma femme. » Le monde francophone connaît peu celui qui a régné sur la Flandre pendant 7 ans en tant que ministre-président, avant de prendre le chemin de Bruxelles et du gouvernement fédéral comme vice-Premier, en charge de l'Économie, de l'Emploi et des Consommateurs. Il nous a d'ailleurs donné rendez-vous à son cabinet, à proximité de la rue de la Loi. Ses racines seraient-elles finalement au fédéral ? Il éclate de rire. Il le fera à de nombreuses reprises, détendu, sortant de sa réserve habituelle, pour un exercice d'introspection qu'il pratique peu, certainement avec la presse, et qu'il voudra absolument faire en français, n'éluant aucune question. Il revendique des ambitions modestes, une influence surtout familiale, mais c'est aussi un homme blessé et indigné qui va s'exprimer sur les événements politiques de juillet où, dit-il, « on a voulu me déstabiliser ». Le tax shift a été bouclé mais l'épisode a laissé plus que des traces. Kris Peeters se dit terriblement choqué par les fuites qui l'ont ciblé sur un site flamand, après la conclusion de l'accord. Le nom d'Alexander De Croo n'est pas cité, mais l'Open VLD comme la N-VA ont droit à leur couplet. Pas question de passer l'éponge : « Charles Michel doit rétablir urgemment la confiance au kern. »

Où sont vos racines ?

Je suis de Ruisbroek-Sawoegarde, petite ville de l'entité de Puurs, près d'Anvers. Mes parents, mes grands-parents sont de là. Quand je me suis marié, nous avons loué un appartement au centre d'Anvers, puis à Boom, mais nous sommes de retour à Ruisbroek. Mon frère vit juste à côté. J'aime beaucoup ma ville, qui a tout ce que j'apprécie, comme cette nature où je vais me promener avec mon chien Duffy.

Cela vous équilibre ?

Oui, j'y suis très à l'aise, c'est calme. Nous avons un petit jardin avec du gazon (il rit car dans une interview au Tijd, son frère et lui ont confié leur passion pour la tonte du gazon). Ruisbroek est connu par les inondations de 1976. J'avais 14 ans,

c'était terrible et cela m'a profondément marqué. La Vliet a débordé. On a eu plus d'1,4 m d'eau dans la maison et on est resté toute la nuit au premier étage. Mon voisin était sur le toit de son bungalow, on entendait des cris, c'était une atmosphère horrible. Le lendemain, on voyait les gens se déplacer en petits bateaux. Mon chien a été sauvé mais j'ai cru que mon cheval, Silver, qui était chez mon grand-père paternel, était mort. Après une semaine, on l'a retrouvé vivant. Heureusement, il n'y a pas eu de mort. La vie est bizarre car j'ai commencé ma carrière politique comme ministre des Travaux publics et j'ai essayé d'investir beaucoup pour éviter ces situations.

vosre destin ?

Oui, elle est très importante et cela a toujours été le cas. Mon père travaillait pour les mutualités chrétiennes, ma mère était à la maison, j'ai une sœur aînée qui est pharmacienne et un frère cadet qui est chef d'entreprise en Grande-Bretagne. Mon grand-père paternel était agriculteur ; je n'ai jamais connu mon grand-père maternel, soldat durant la Première Guerre mondiale, mais on m'en a beaucoup parlé. J'étais un petit garçon qui aimait beaucoup la nature, j'aidais mon grand-père, agriculteur dans une petite exploitation. Je passais tous les week-ends chez lui. A un moment, ma grande ambition était de devenir vétérinaire. J'avais aussi envisagé de devenir un grand athlète (rires) et d'aller à Louvain faire une licence en gymnastique. Mais au dernier moment, j'ai choisi le droit, qui offrait beaucoup de possibilités.

D'où venait la passion pour le sport ?

J'ai toujours été très sportif. J'ai accepté un jour d'être membre du club de volleyball et au bout d'un moment, j'en étais arrivé à faire un sport différent par jour : volley, basket, judo... Au collège Onze lieue Vrouw de Boom, le prof de maths était ceinture noire et chaque mercredi après-midi, pendant 6 ans, j'ai fait du judo avec lui, en compétition également. Mais je ne suis jamais devenu un grand athlète, car je n'ai jamais pu me concentrer sur un seul sport. Un moment, mes parents m'ont dit « ça suffit » vu mes résultats scolaires. J'étais un élève moyen, car je faisais beaucoup d'autres choses.

C'est le sport qui vous a appris à encaisser les coups, à relativiser les choses ?

Mes parents, mais aussi ma sœur et mon frère, ont joué un rôle très important dans ce que je suis et ce que je suis devenu, mais c'est vrai que le sport est encore très important aujourd'hui pour équilibrer ma vie. Une bonne condition physique, c'est nécessaire en politique. Négocier durant deux nuits, ce n'est pas un problème pour moi. Le judo vous apprend à encaisser. Tomber n'est pas le grand problème, c'est se tenir debout qui est important. C'est comme ça dans la vie aussi : on doit encaisser beaucoup de choses, mais il faut se dire « OK, maintenant on va essayer d'en tirer le meilleur ». En 2009, j'ai eu un accident d'équitation et je me suis cassé la hanche. Ce fut un choc car je ne pouvais plus bouger et on m'a dit que je devrais arrêter de courir. La colonne aurait pu être touchée. Mais j'ai dit : « Je ne peux pas arrêter de courir. » La rééducation fut très dure, mais je cours encore.

Vous êtes tenace ?

Oui, c'est vrai. Quand je décide de faire quelque chose, je veux y arriver. Ce n'est pas toujours possible, comme lorsque j'ai

dû renoncer à l'ascension de l'Aconcagua (Argentine) avec des asthmatiques, car j'avais le mal de l'altitude. C'est une mentalité qui nous vient de mon père : « Quand vous décidez de faire une chose, vous la faites jusqu'au bout ! » Laisser tomber lorsque c'était difficile, n'était pas une option. J'ai fait beaucoup de choses pour tester mes limites.

Vous avez des héros ou des modèles ?

Pas spécialement. J'aime beaucoup Bach, Kant. Et je viens de lire les deux livres de Johan Op De Beek sur Napoléon : quelle histoire extraordinaire, un homme d'une envergure incroyable ! J'admire les athlètes comme Usain Bolt ou Fabian Cancellara, mais je n'ai pas de personnages qui sont des modèles. Ma sœur a été très importante pour nous, c'est une femme extraordinaire. Quand elle a décidé d'aller à l'université, ce qui n'était pas évident dans une petite ville, on a essayé de la suivre. Au collège à Boom, en 5^e, le prof de religion a joué un rôle clé en m'initiant à Aristote, Socrate et aux phi-

losophes. J'étais fasciné à la lecture de ces textes. Après mes candidatures, j'ai pensé faire la licence en philo mais mon père m'a arrêté : « Cela ne va pas, il faut continuer ce que tu as choisi. » C'est devenu notre ADN. J'ai combiné mes licences en droit à Anvers avec un bac de philo : je passais les examens de droit en juin, ceux de philo en septembre. Je suis un petit philosophe (rires). J'avais un masterplan - très ambitieux déjà (rires) : après le droit, j'allais faire à Gand 4 ans d'économie et les licences de philo. Mon père était d'accord et on a loué un kot. Mais je n'ai pas pu obtenir les dispenses nécessaires et j'ai commencé la licence de philo uniquement. Seulement 19 h par semaine ! Mon père m'a dit : « Oh, je paye ça, moi ? Cela ne va pas du tout. » J'ai promis de trouver une solution, et je me suis inscrit, un peu par hasard, à Vlerick pour une licence spéciale en finance et fiscalité. Ce fut une année terrible.

Vous vouliez faire quoi après les études ?

L'idée d'avoir trois diplômes me plaisait beaucoup. Les examens, c'est facile quand on s'y est habitué et la vie d'étudiant, c'est agréable. Mais je devenais une sorte d'éternel étudiant et mon père n'était pas du tout d'accord. Il m'a dit « Ça suffit ! » après Vlerick et je lui ai promis de chercher un travail.

Pas envie d'aller travailler ?

Non, pas du tout ! Au début des années 90, ce n'était pas facile d'en trouver. Je me suis présenté chez Anhyp, j'ai passé les tests et à ma grande surprise, j'ai été pris. Ce fut un choc ! Après une semaine, je leur ai demandé de me licencier, mon père était furieux : « Tu es fou ! » J'ai trouvé une autre solution, aussi agréable que le fait d'être étudiant : le barreau. J'ai commencé comme stagiaire à Gand chez le P Storme. Cela m'a plu.

Votre père a orienté votre destin ?

Il était sévère avec de bonnes intentions. Mais à l'époque, on acceptait cela, c'était normal. Mes parents sont encore très importants aujourd'hui, même s'ils sont déçus. Ma femme est cruciale aussi, évidemment. Je la connais depuis les scouts : le « chiro », c'était très important.

C'était une famille catholique ?

Oui, mais pas très catholique. Mon père nous disait : « Vous habitez ici, vous devez aller à la messe », mais chaque dimanche, on avait des discussions sur l'église, et mon père a toujours stimulé le débat. C'était sévère, mais très ouvert.

Votre image compte pour vous ?

Rester avec les deux pieds sur terre, c'est le plus important, surtout à Ruisbroek où les gens savent comment j'étais quand j'étais petit. Ce n'est pas le ministre qu'ils connaissent, c'est Kris Peeters avec son chien. J'essaie de rester moi-même.

C'est possible en politique ?

Oui. Avec l'aide de ma femme, j'essaie de rester modeste, de ne pas faire des choses extravagantes. C'est une profession ou plutôt une mission avec beaucoup de possibilités, mais qui exige un engagement total. Je n'ai pas d'autres mandats que ministre et conseiller communal.

Un homme politique référent pour vous ?

Dans l'histoire, il y en a beaucoup qui inspirent. Faire de la politique, c'est organiser une vision, un mouvement dans une certaine direction.

En Flandre, j'ai essayé de dire qu'il faut réfléchir, pas pour demain, mais pour 2020. Il faut créer une dynamique, comme un JFK. J'ai aussi travaillé avec Wilfried Martens et Jean-Luc Dehaene, qui donnaient une direction. Avec Elio Di Rupo qui avait une autre méthode. Avec Guy Verhofstadt.

J'ai vu comment ils utilisent des outils pour améliorer la situation. Et tous les jours, je vole des idées à ces Premiers ministres !

Vous ne citez pas Charles Michel ?

C'est un homme intelligent, très zen, avec beaucoup de talent. C'est un Premier ministre que je respecte beaucoup, aussi parce que ce n'est pas facile pour lui. Je vois aussi des choix chez lui dont je me dis qu'ils sont intelligents et que je pourrais copier de temps en temps.

Après la politique, vous voulez devenir agriculteur philosophe ?

J'aime la nature, les animaux, la philosophie. Je suis très inquiet de la situation du secteur agricole. J'admire les gens qui travaillent jour et nuit, avec un profit presque nul.

Ce sont des gens honnêtes, justes, directs, sans grands mots. De toutes les compétences que j'ai exercées, ma préférée, c'est l'agriculture.

En politique, je n'aime pas le marketing, je ne suis pas là pour ça. Ce n'est pas facile de présenter toutes les idées dans une vision globale, mais le gouvernement essaie. Il faut toutefois améliorer la communication.

Que voulez-vous qu'on retienne de vous ?

Difficile à dire, je n'ai que 53 ans. Que j'étais respectueux, modeste. Quelque chose de très simple. ■

« Mon grand-père était là pour défendre la Belgique »



« C'est le carnet de mobilisation - en français - de mon grand-père en 1914. C'est la première fois que je le montre. J'apprécie beaucoup cet homme, décédé avant ma naissance. C'était un homme respectable, qui a vécu la Première Guerre mondiale dans l'armée belge. Il était là pour défendre la Belgique. Je suis convaincu qu'il faut combattre l'injustice, à plusieurs niveaux. Que vous soyez flamand, belge, européen, c'est le même combat. Maintenant, on a un débat sur les réfugiés qui arrivent chez nous. Il faut trouver des solutions plus durables, dans les pays mêmes aussi. C'est la responsabilité européenne, qui peut jouer un rôle pour restaurer la situation là-bas. C'est maintenant qu'on doit défendre les vies humaines et dire qu'on n'accepte pas la situation. »

LES ANIMAUX

« J'aime les chevaux »



« J'aime beaucoup les animaux, les chevaux, les chiens. Je voulais un moment devenir vétérinaire. Et petit, je soignais mon cheval avant d'aller à l'école. »

LA PERSONNALITÉ

« Aung San Suu Kyi, une femme extraordinaire »

« J'aime les gens extraordinaires. Comme Aung San Suu Kyi ou Sœur Devos. Il n'y a pas que des hommes extraordinaires, mais aussi des femmes, et j'ai eu l'occasion d'en rencontrer. » Vous aviez quitté une mission économique princière au Vietnam pour aller la rencontrer, comme premier politique belge, avant le ministre des Affaires étrangères. Didier Reynders n'avait pas du tout apprécié ? « Ce n'est pas pour ça que j'ai choisi cette photo (sourire). » Mais vous étiez aussi content d'être le premier sur place ? « J'étais aussi le premier en Libye. » C'est pour gagner la course ? « Je reste sportif. (rires) Et quand on perd la compétition, c'est définitif ! »



LES PHILOSOPHES

« J'étais fasciné par Socrate et Aristote »



« J'aime beaucoup Kant. En 5^e, au collège, le prof de religion nous a initiés aux philosophes. J'étais fasciné par la lecture de ces textes. J'ai fait les candidatures en philosophie à Anvers, et j'aurais voulu faire la licence. Plus tard, j'aimerais être agriculteur-philosophe. »

Quelle est votre mission aujourd'hui ?

Réorganiser le pays au niveau socioéconomique, car je suis convaincu qu'il est nécessaire pour l'avenir de la Belgique de réformer les éléments sociaux et économiques, avec les partenaires sociaux. C'est mon but, très clair. J'ai accepté de devenir vice-Premier avec les compétences que j'ai, d'être membre d'une équipe qui va changer positivement la situation socioéconomique, avec, je le répète car c'est pour moi le plus important, un dialogue et une concertation avec les partenaires sociaux. Sur ce point, il y a une grande tension avec les autres partenaires de la coalition. Mais moi, je suis convaincu que c'est nécessaire de parler avec Marc Goblet, Marie-Hélène Ska, Marc Leemans, Peter Timmermans, Van Eetvelt ou Vanthemsche.

On pensait que l'ancien patron de l'Unizo était à la droite du CD&V et que vous pourriez être aussi bien N-VA ou VLD. Faux ?

Oui, et pour plusieurs raisons. Primo, j'ai travaillé pendant 18 ans avant le CD&V à l'Unizo, à transformer une organisation de classes moyennes en organisme de défense des indépendants et des petites entreprises. Quand vous devez défendre ce groupe très faible et fragile au sein du grand secteur des entreprises, il faut convaincre tout le monde, trouver des solutions avec d'autres, pas seulement le grand patronat mais aussi les syndicats et les autres organisations. J'étais donc déjà dans une position très sociale. J'ai discuté avec beaucoup de CEO

qui emploient 5.000 personnes et qui, souvent, s'il n'y a pas de réponse à leurs questions, disent qu'ils vont s'en aller. Ce n'est pas la situation des PME. Secundo, ce n'est pas possible d'avoir un ministre responsable de l'emploi qui ne soit pas convaincu de la nécessité de trouver des solutions avec les partenaires sociaux. Si vous aviez un ministre de l'Emploi à l'image de certaines personnes de la N-VA ou de l'Open VLD, cela n'irait pas du tout !

Vous dites que vous n'êtes pas de droite ; aujourd'hui, vous êtes vu comme l'homme de gauche du gouvernement. Vous vous situez où finalement, au centre ?

Oui, je suis au centre. Mais ce sont des étiquettes.

Donc, vous n'avez pas l'impression aujourd'hui, de renier vos anciens engagements ?

Devenir homme politique, ce fut un accident de parcours ?

Je suis peut-être un cas spécial (il rit). Mais quand vous êtes responsable d'une organisation comme l'Unizo, vous êtes très proche

de la politique. Comme directeur du service d'études, j'ai beaucoup travaillé avec Jean-Luc Dehaene. En 2004, j'avais des mandats européens, nationaux et en Flandre, j'étais professeur à Gand. C'était très agréable, je connaissais tout le monde. J'étais très heureux et à un certain moment, on m'a téléphoné pour devenir ministre.

Et vous avez dit oui ?

Vous connaissez à présent mon histoire. Donc quand Yves Leterme, le 11 juillet 2004 me téléphone : « Peut-on avoir une petite réunion ? » et me dit très clairement : « Je te veux comme ministre », vu mon caractère, mon passé, mon éducation, c'était presque impossible de dire non. Et j'ai dit oui.

Vous le regrettez ?

Votre femme non plus ?

Je ne pense pas, mais la politique, ce n'est pas évident pour la vie de famille. Quand mon fils a terminé le collège, je n'étais pas là. J'ai raté beaucoup de choses. Heureusement, elle a assumé.

Vous êtes heureux en politique ?

Ce n'est pas encore terminé. (il rit)

Mais là, maintenant ?

Lorsque j'étais à l'Unizo, c'était plus facile. Comme ministre-président aussi car lorsque vous êtes à un poste de chef pendant sept ans, vous connaissez tout. Au niveau fédéral, c'est dur. Pas tous les jours... L'atmosphère est différente et la concertation sociale n'est pas évidente pour les autres partis, pas toujours convaincus qu'il est nécessaire de dialoguer. Je suis donc au milieu d'un cyclone. Mais j'ai choisi. ■

Propos recueillis par
B.Dx et Ma.D.

Vous auriez pu être Premier ministre, vous ne l'êtes pas. Un choix dites-vous, mais un choix très étonnant...
Ça, c'est la politique.

Certains disent que ce n'est pas la politique, mais typique des hypocrisies tactiques du CD&V... Aujourd'hui encore, vos adversaires, voire vos amis, disent ne pas comprendre.

Oui, je sais (il rit). C'était un choix pas du tout facile mais vous savez que j'ai commencé ma carrière à l'Unizo avec une directrice qui était Marianne Thyssen. Je la connaissais très bien, elle est très compétente, avec des réalisations européennes très impressionnantes.

Qui croit à cette explication ? Les partis, c'est dur, c'est cruel, cela fait rarement des cadeaux sous prétexte que les gens sont compétents et l'ont mérité. Un parti fait ce qui est bon pour lui. Ce fut le cas ?

La politique est très dure mais elle doit aussi être soucieuse des personnes, - je l'espère en tout cas -, se préoccuper des relations et de décisions humaines. Je reconnais que ce n'est pas du tout évident d'introduire cet aspect dans la politique en général. Mais je peux vous assurer qu'à certains moments, comme ce jour-là à 5 h du matin, quand on m'a demandé : « Kris, es-tu certain de soutenir la candidature de Marianne Thyssen, parce que cela veut dire qu'en conséquence pour toi... ? » J'ai dit plusieurs fois oui.

Pourquoi avez-vous dit oui ?

Parce que c'était l'humain qui était en jeu et qu'on ne dit pas - c'est en tout cas ma conviction - « c'est ma carrière, et après moi le déluge ». Je n'allais pas faire un choix contre Marianne Thyssen.

Elle aurait pu dire de même : je n'accepte pas d'être commissaire, car alors Kris Peeters n'ira pas au 16 ?

C'est vrai, mais c'est le choix que j'ai fait à ce moment-là.

Qui a choisi : le parti ou vous ?

Wouter Beke et Koen Geens étaient présents. Wouter Beke m'a dit : « C'est à toi de décider, ce n'est pas à moi. Que tu dises oui ou non, je l'accepterai. »

C'est un des moments les plus durs de votre carrière ?

Vous aviez l'impression de devoir quelque chose à Marianne Thyssen ?

Non. Mais j'ai eu l'impression à ce moment-là - et je l'ai toujours maintenant -, que c'était la décision la plus juste, celle qui me correspond, et avec laquelle je peux vivre en paix.

Vous ne regrettez pas ?

Non. J'ai décidé.

Certains disent que le poste de Premier vous faisait peur, parce que vous connaissiez moins le fédéral, les francophones ?

J'ai toujours peur, à chaque fois, mais ce n'est pas ce qui me fait reculer, au

contraire. Quand on me dit : « Vous avez peur de faire cela », je le fais illico. Et je reste convaincu que Marianne Thyssen était le meilleur choix. J'ai choisi, point. Mais je n'ai pas l'impression qu'on va me le demander une deuxième fois. (Il rit)

Vous pourriez le regretter ?

Non, non. C'est la vie.

Pourtant, Marianne Thyssen n'a pas des compétences extraordinaires à l'Europe ?

L'emploi au niveau européen est très important. C'est à elle de le montrer maintenant. Mais c'était une situation très délicate : choisir entre son intérêt propre ou tenir compte des autres. En politique, on considère souvent que ce n'est pas intelligent ou acceptable de privilégier la situation humaine.

Comme on ne vous croit pas naïf, certains disent que c'est très social chrétien comme décision, ce qui dans leur bouche n'est pas un compliment. Ils ne croient pas à une décision de bons sentiments ?

Oui, car c'était une décision très pure. Et on a écrit beaucoup de choses totalement injustes. C'est très étonnant en fait. On a eu une discussion très difficile au terme de laquelle on a pris une décision juste et humaine, avec respect ; mais ce qu'on en a écrit était exactement l'inverse. J'espérais qu'on ait plus de respect pour des décisions politiques délicates et tragiques, et

qui sont humaines, justes, pas machiavéliques.

Pour Didier Reynders aussi, cet épisode du commissaire européen était une tragédie. Mais directement, on cherche les autres éléments comme « c'est une décision chrétienne ».

Ou une décision purement financière, pour sauver, depuis l'Europe, Arco, le holding des syndicats chrétiens ?

Ah oui ! (il lève les yeux au ciel). J'espère que dans les mémoires des uns et des autres, on verra la vérité, car moi j'étais là ! En septembre, le journaliste Ivan De Vadder va faire une reconstitution des négociations gouvernementales à la VRT. Il y a beaucoup de vérités évidemment, il n'y en a pas qu'une car il y avait six ou neuf personnes autour de la table. Ce sera intéressant pour moi de voir ce que chacun va dire (il sourit). Mon opinion est très claire. C'est ma vérité.

Le CD&V qui renonce au poste de Premier ministre, c'est rare quand même...

Pourquoi une simple explication humaine et juste n'est-elle pas possible ?

Dans la même situation, Napoléon, dont la vie vous fascine, n'aurait vraisemblablement pas pris la même décision. Il faut savoir tuer le père ou la mère pour devenir « grand ». Vous ne vous dites pas que vous avez raté là l'occasion d'être un grand homme politique ?

C'est possible. Mais c'est ma décision. ■

Propos recueillis par
B.Dx. et Ma.D.

tax shift « Ce qui s'est passé est très très grave, Charles Michel doit restaurer la confiance au kern »

Marianne Thyssen devient commissaire européen et vous ratez le poste de Premier ministre. C'est le moment le plus dur de votre carrière ?

Ce n'était pas facile du tout, mais j'ai connu d'autres moments durs. Comme en 2004, lorsque BHV provoque une crise au gouvernement flamand. En 2008, j'ai essayé de trouver des solutions, avec le dialogue entre Communautés. Mais un moment, j'ai dû dire : « c'est terminé », avec des conséquences énormes pour le cartel avec la N-VA. Et nous avons eu une discussion avec Yves Leterme, Jo Vandeurzen et Marianne Thyssen, pour savoir si le cartel était mort. Un autre moment dur fut la discussion avec Wouter Beke sur la sixième réforme de l'Etat : il fallait l'accepter ou pas. Et puis, il y a l'histoire avec Marianne Thyssen. A chaque fois, je suis convaincu d'avoir pris la décision la plus juste.

Avez-vous vécu un tel moment récemment ?

Oui, avec le tax shift. Surtout lorsque, deux heures après l'accord, le blog Newsmonkey a publié un article, avec la « shit list » du CD&V (ce que le CD&V aurait demandé mais pas obtenu, NDLR, lire ci-dessous). Dans la presse néerlandophone, on m'a attaqué : c'était Kris Peeters, il y avait du spinning

(communication visant à influencer plus qu'à informer, NDLR)... C'était très dur. Et bizarre aussi. Car moi, j'ai dit en conférence de presse qu'il n'y avait ni gagnants ni perdants ; car je sais que présenter des gagnants et des perdants pour un tel accord pourrait le faire capoter. Mais la presse néerlandophone surtout essayait de dire que nous avions perdu et que les autres étaient dans une autre situation. Ce n'est pas très sage.

Comment expliquez-vous ces attaques ? On veut vous casser ?

Oui, de temps en temps j'ai l'impression que c'est le but... Mais cela ne fonctionnera pas ! Avec mon histoire familiale et mon ADN, quand on essaie de me casser, on obtient l'inverse : je vais jusqu'au bout.

Lorsque le gouvernement s'est formé, on pensait que le MR, comme seul parti francophone, serait dans une position difficile. Mais ce sont les partis flamands qui se disputent sans cesse...

C'est très dommage.

Et c'est presque tout le temps contre votre parti...

Ce n'était pas du tout évident pour nous d'être membres d'un gouvernement kamikaze ou suédois.

Mais nous avons décidé d'en être, car nous sommes convaincus qu'il faut réorganiser le système socio-économique et créer des emplois. Mais nous sommes là avec une mission très claire : que cela se fasse par la concertation sociale, pas sans. La situation est très sensible, car les syndicats ne sont pas contents de nous non plus.

Vous craignez que le CD&V y laisse sa peau ?

Non, notre situation est difficile, mais on doit convaincre les gens et des organisations que, sans le CD&V, il y aurait eu une réduction des allocations de chômage, un contrôle des ressources des chômeurs, etc. Nous sommes là pour défendre les droits fondamentaux, même si ce n'est pas perçu positivement pour le moment. Nous devons trouver

une stratégie pour expliquer que le CD&V, c'est ça.

Mais dire aux gens : grâce à nous, vous avez évité ceci ou cela, est-ce un discours très porteur ?

On doit être plus offensif. J'ai par exemple bloqué sur la dégressivité du chômage dans le temps. Le CD&V ne veut pas ça.

Mais bloquer, bloquer, ce n'est pas forcément apprécié non plus - de la part des syndicats non plus d'ailleurs.

La confiance est importante pour vous en politique et est-elle vraiment possible ?

Pour moi, la confiance est très très importante ; être correct, dire les choses franchement. Je n'aime pas du tout le spinning, je déteste les situations comme ce qui s'est produit avec Newsmonkey. Pour moi, c'est presque insupportable.

Mais d'après ce que vous expliquez, il n'y a pas l'air d'avoir beaucoup de confiance entre partenaires...

C'est le Premier ministre qui doit organiser un kern et un gouvernement où règne la confiance. Et là, il y a beaucoup de travail à faire... Surtout après le tax shift et Newsmonkey.

Cet épisode a fait beaucoup de dégâts ?

C'est du jamais-vu ! Deux heures après une solution très délicate, un vice-Premier fait de telles déclarations qui se retrouvent sur ce blog, avec la « shit list ». Moi aussi, j'ai une « shit list » de la N-VA ou du VLD... J'en ai parlé avec Jan Jambon et il m'a juré que cela ne venait pas de lui. Ce n'est pas à moi de désigner l'un ou l'autre. Mais cela ne se fait pas. Et cela a des conséquences énormes.

Si ce genre de choses se reproduit, c'est la fin ?

Non, nous sommes des professionnels. Mais c'est à Charles Michel de trouver de la confiance au kern.

Vous-même, vous n'avez plus confiance ?

Maintenant, il est tout à fait nécessaire de rétablir la confiance.

Il faut changer quelqu'un dans l'équipe ?

Non. Mais on verra le 28 août, lors du premier conseil des ministres. C'est à Charles Michel de faire quelque chose.

Ce n'est pas la première fois que l'on dit ça...

Mais cette fois, le dégât est énorme pour le CD&V. Et surtout pour moi. Et c'est un vice-Premier qui a raconté cela. C'est très très grave.

Quelle a été votre réaction sur le moment ?

J'étais furieux. J'en ai parlé avec Charles Michel, Jan Jambon, pas avec Alexander De Croo.

Et Didier Reynders, a-t-il joué un rôle ?

Vous n'êtes jamais sûr quand il s'agit de lui ? Ce n'est pas votre meilleur ami...

Je le connais depuis longtemps. Pour lui, ce n'est pas évident de ne pas être commissaire européen...

Comme pour vous de ne pas être au 16...

Propos recueillis par
B.Dx et Ma.D.

En politique, on prend des coups. Par exemple quand Bart De Wever dit : le problème au gouvernement, c'est le CD&V...

C'est très dur à certains moments, surtout lorsqu'il dit que « le problème, c'est Kris Peeters ». C'est presque un karaktermoord - assassinat politique. J'ai été ministre-président 7 ans, j'ai négocié la 6^e réforme de l'Etat, et quand je suis au fédéral, on essaie de me déstabiliser.

Vous ou le CD&V ?

Comme ministre-président, vous défendiez la Flandre ; aujourd'hui vous défendez la Belgique ?

Oui, avec la Flandre et la Wallonie aussi. Car je suis convaincu que la Flandre est très importante, avec le port d'Anvers, le diamant,... tout comme la Wallonie. Pour moi, l'Etat fédéral doit soutenir le niveau régional.

Le nationalisme n'est pas une option ?

Non.

Si, lorsque vous étiez patron de l'Unizo, la N-VA vous avait proposé d'être ministre, au lieu du CD&V, cela aurait été possible ?

Non. Le nationalisme est une idéologie néfaste pour les PME aussi ; elles ont besoin de s'ouvrir à toutes les possibilités. A l'époque, nous avons eu une discussion sur le Vlaams Belang ; j'avais dit qu'on ne pouvait accepter ce parti, car les PME, les indépendants ne peuvent rejeter une partie de leur clientèle.

Donc, vous n'auriez pas pu être membre de la N-VA ?

Non. Si la N-VA ou le VLD m'avaient téléphoné, je n'aurais après les élections, le premier élément qui a joué était la situation en Flandre, avec une majorité N-VA impressionnante ; il fallait respecter la démocratie. Faire sans la N-VA n'était pas du tout une option. Puis il y a eu la

Les deux. Mais on a essayé d'attaquer Kris Peeters.

« On » c'est la N-VA ?

Aussi le VLD, avec Newsmonkey (lire ci-dessus). C'est dur, mais mon histoire et mon parcours m'aident à affronter cela.

Quel était le rapport aux francophones dans la famille Peeters ?

coalition PS-CDH en Wallonie. Après discussion, on a décidé d'entrer au fédéral dans une coalition suédoise ou kamikaze.

Vous êtes le seul à encore parler de « kamikaze »...

C'était le mot utilisé alors.

Et le cartel avec la N-VA, vous étiez pour ou contre à l'époque ?

Selon moi, il y avait un choix entre la fusion totale et le cartel qui ne fonctionne pas. C'est peut-être une faute historique de ne pas avoir fusionné les deux partis, mais ce n'était pas possible alors. A un moment, j'ai été convaincu que le cartel était mort, car la N-VA disait toujours non. Elle bloquait le CD&V. Ce n'était pas tenable.

Que diriez-vous de Bart De Wever aujourd'hui ?

J'ai lu certains de ses propos, qui m'étonnent. On a bien travaillé ensemble. Mais ce n'est pas le moment pour moi de faire des commentaires à son sujet.

passer aux francophones ?

Pour nous, Flamands, il n'y a aucune raison de penser qu'on est meilleurs que les Wallons ou que tout va mal en Wallonie.

Pourtant, le vieux slogan du CVP était : ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux...

Nous sommes très sensibles aux aspects flamands, mais notre éducation prône avant tout le respect de l'homme, néerlandophone ou francophone, et la recherche de solutions, ensemble.

Vous n'êtes pas flamingant ?

Non. Je suis flamand.

C'est valable pour tout le monde, la Wallonie aussi ! Quand on reprend des compétences du fédéral, on peut prouver que c'est mieux. J'espère que maintenant nous serons dans une situation raisonnable, où l'on cherche des solutions pour tous.

Pensez-vous que la N-VA est dans cet esprit-là aussi ?

C'est une bonne question, mais à poser à la N-VA...

Charles Michel dit qu'il s'est trompé sur la N-VA...

On verra. Mais j'ai lu les statuts de la N-VA...

La N-VA est au fédéral pour saper le système ou elle joue correctement le jeu ?

Jusqu'à présent, ça va. Parce que nous sommes là ! (rires) ■

Propos recueillis par
B.Dx et Ma.D.

Newsmonkey et la « shit list »

Le 23 juillet, l'accord sur le tax shift à peine engrangé, le blog flamand Newsmonkey publie un article intitulé : « La liste d'horreur de Kris » : ou comment le CD&V a gâché ses chances d'une vraie taxe sur le patrimoine. Un texte qui évente (avant même la conférence de presse gou-

vernementale) une partie des négociations, en se centrant sur le CD&V. Il relate par le menu, grâce aux confidences de négociateurs, ce que le CD&V aurait tenté d'obtenir (la fameuse « shit list », « *une vraie liste PS* », dixit un témoin : contri-

bution temporaire de solidarité, 1 milliard en mesures TVA, imposition des plus-values,...) Une liste à laquelle le CD&V aurait renoncé parce que N-VA et VLD exigeaient en échange des symboles. Comme la limitation des allocations de chô-

mage dans le temps ou une nouvelle dégressivité de ces allocations. Pour Peeters, l'intention des auteurs de la fuite est claire : imposer l'idée que le CD&V est sorti perdant de la négociation.